 

|  |
| --- |
| Secrétariat du PBF en Guinée, PNUD et Search for Common Ground |
| Termes de référence |
| **Recrutement d’un Cabinet pour réaliser l’enquête initiale de perception des communautés vis-à-vis des Infrastructures Sociales de Paix (ISP) en Guinée forestière** |

**1. CONTEXTE GENERAL**

Le projet d’appui à la prévention des conflits et à la pérennisation des Synergies locales des acteurs pour la paix en Guinée Forestière consolidera les Infrastructures Sociales de Paix (ISP) dans leur mission de prévention de conflits et de promotion de la cohésion sociale, en prélude aux échéances électorales à risque en vue. Le projet va soutenir une implication active et structurée des leaders locaux, des jeunes et des femmes à travers les synergies des acteurs de la paix dans la prévention des conflits au niveau local afin de réduire le risque d’instrumentalisation des communautés et des jeunes par des acteurs politiques et de renforcer ainsi leur résilience aux conflits. Le projet permettra l’opérationnalisation de l’Architecture Nationale de Paix (ANP), cadre fédérateur des ISP, prévue dans la Stratégie nationale de prévention des conflits et de renforcement de la citoyenneté, en particulier en région forestière où un système d’alerte précoce sera expérimenté.

La région forestière est connue en Guinée comme une zone de conflits intercommunautaires récurrents. Au cours des dix dernières années, plusieurs conflits violents ayant causé des pertes de nombreuses vies humaines ont été enregistrés dans la région. L’hétérogénéité de sa population, la difficile cohabitation entre les groupes ethniques, l’existence de la pluralité des partis politiques à tendance ethnocentrique créés par les ressortissants, la persistance des stigmates des conflits armés qu’avaient connus les pays voisins font de la région forestière une zone imprévisible en matière de résurgence des conflits. Aussi, c’est la région où la dynamique des Infrastructures sociales de paix semble être plus visible grâce aux projets antérieurs financés par le PBF contribuant à la construction d’un dialogue intercommunautaire et intergénérationnel. Le renforcement des acquis obtenus par les précédents projets apparaît comme une nécessité première dans la mise en place de l’architecture nationale de la paix.

Les principales organisations de mise en œuvre sont le PNUD (Chef de file) et Search for Common Ground. Les autres partenaires sont entre autres le Ministère de la Citoyenneté et de l’Unité Nationale (MCUN), le Ministère de la Jeunesse et de l’Emploi Jeunes (MJEJ), le Ministère de l’Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD), l’Association de Coopération et de Recherche pour le Développement (ACORD) et West African Network for Peacebuilding (WANEP). Le budget total du projet s’élève à $US 2 026 890 pour une durée de 24 mois.

L’enquête initiale des ISP va se dérouler dans un contexte où la maladie de la COVID-19, en plus du Grand Conakry, touche certaines villes de la Guinée. La méthodologie proposée par le cabinet devra tenir compte de ce contexte sanitaire, en particulier des restrictions en vigueur.

**2. PORTEE DE L’ETUDE**

L’étude sera réalisée dans les sept (7) préfectures de la Guinée forestière. Les différents groupes des bénéficiaires directs et indirects du projet seront enquêtés sur leurs perceptions par rapport aux Infrastructures Sociales de Paix mises en place depuis 2016 et de manière large, aux différents indicateurs du projet. La durée maximale de cette étude sera de 45 jours.

**3. OBJECTIFS**

L’étude de perception initiale permettra de manière générale de renseigner la situation de base des indicateurs du projet. Il s’agit de manière spécifique de :

* Revoir la formulation des indicateurs du projet en s’assurant qu’ils sont SMART ;
* Proposer des indicateurs qualitatifs et pertinents au projet ;
* Renseigner la situation de référence des indicateurs dans le tableau des indicateurs et proposer des cibles réalistes ou réajuster celles qui étaient définies pendant la conception du projet ;
* Evaluer la perception des communautés forestières des infrastructures sociales de paix établies dans la région ;
* Evaluer l’efficacité, les atouts et les limites des ISP afin de proposer des actions pertinentes à mettre en œuvre dans le cadre du projet.

**4. UTILISATEURS ET USAGE DE L’ETUDE**

L’enquête initiale de perception sera utilisée par l’ensemble des partenaires du projet et plus particulièrement par l’équipe de mise en œuvre du projet. Cette dernière disposera ainsi de la situation de référence qui lui permettra d’apprécier les changements opérés dans les communautés bénéficiaires et dans le cas du Learning, d’apporter des réponses appropriées aux différentes situations révélées par l’étude. Cette étude servira aussi de base pour la conception des nouveaux projets financés par le PBF en Guinée.

**5. QUESTIONS CLEF DE L’ETUDE**

Q1. Quelles sont les perceptions de départ des bénéficiaires sur les questions de paix et des conflits au sein de leurs communautés respectives ?

Q2. Quelles sont les facteurs contribuant à la coexistence sociale dans les communautés bénéficiaires ?

Q3. Quelles appréciations les communautés font-elles des ISP dans la lutte contre les conflits qui ébranlent la région ?

Q4. Quels changements attendent les bénéficiaires du projet en termes de paix et de sécurité au sein de leurs communautés respectives ?

|  |
| --- |
|  **Durée de la mission**  |
| La prestation du Cabinet s’étend sur 45 jours ouvrables avec des missions dans les sites potentiels du projet. Elle s’étale sur 1mois 15 jours, soit du 20 Septembre au 25 octobre 2020.  |
| Langues requises : | Parfaite maîtrise du français  |
| **Critères d’évaluation**  |
| Eligibilité pour l’évaluation technique* Le soumissionnaire est une entité enregistrée légalement ;
* Le soumissionnaire n’est pas suspendu, exclu ou autrement désigné comme inéligible par tout organisme des Nations Unies, le Groupe de la Banque mondiale ou toute autre organisation internationale ;
* Le soumissionnaire n’a jamais été au centre d’un conflit d’intérêts conformément aux règles et procédures des nations unies ;
* Aucune faillite déclarée, aucune implication dans une faillite ou dans des procédures de cessation de paiement, et aucun jugement ni action légale en cours contre le soumissionnaire qui pourrait nuire à ses opérations dans un futur proche ;
* Minimum 3 ans d’expérience pertinente et Minimum 3 contrats de valeur, nature et complexité similaires mis en œuvre ;
* L’inexécution d’un contrat n’a pas découlé d’une faute de la part du contractant au cours des 3 dernières années ;
* Aucun antécédent de décisions du tribunal ou de décisions arbitrales contre le soumissionnaire ;
* Le soumissionnaire doit montrer la solidité actuelle de sa situation financière.

L’évaluation des offres se déroule en deux temps. L’évaluation des propositions techniques est achevée avant l’ouverture et la comparaison des propositions financières.La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants : |
| **Critères d’évaluation technique** | **Note maximum** |
| * Expérience générale du cabinet : dans la réalisation des enquêtes de perception des projets du Fonds de Consolidation de la Paix en Guinée et dans la sous-région ;
 | 10 |
| * Pertinence de l’approche méthodologique et Planning de mise en œuvre proposée ;
 | 30 |
| * Qualifications académiques des consultants ;
 |  20 |
| * Expériences du cabinet dans le domaine recherché
 | 40 |
| **Total note technique**  | **100** |

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée a 70%.

Dans une deuxième étape du processus d’évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.

Le marché ou le contrat sera attribué au cabinet ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) ;

*Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) /Offre financière de A] x 30.*

**6. LIVRABLES**

Le Cabinet doit livrer les produits suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Livrable 1 : Note Méthodologique détaillée et les outils de collecte des données validée** | 05 jours | 30 |
| **Livrable 2 : Elaboration provisoire répondant aux questions de l’étude** | 15 jours | 30 |
| **Livrable 3 : Le rapport final de l’étude, tenant compte de tous les commentaires reçus au cours du processus de validation du rapport provisoire et validé par le Secrétariat du PBF, le PNUD et Search for Common Ground**  | 10 jours | 30 |
| **Livrable 4 : Un résumé du rapport en power point** **Tous élaborés en Français** | 15 jours | 10 |
| **TOTAL** | **45** | **100%** |

**7. PRINCIPES ET APPROCHES DE L’ETUDE**

Le Cabinet devra se conformer aux principes d’éthique en matière d’évaluation édictés par le Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation. L’étude devra intégrer des approches sensibles aux conflits et au genre. Elle doit être menée de façon participative en incluant les différentes parties prenantes du projet.

**8. METHODOLOGIE**

Les cabinets intéressés peuvent soumettre une proposition technique et une proposition financière en Français.

La proposition technique doit contenir au minimum :

* Une lettre de motivation assortie de la compréhension de la mission, des travaux similaires effectués par le Cabinet et/ou les membres de son équipe, en lien avec la mission ;
* Les commentaires et suggestions sur les Termes de référence ;
* Une Note Méthodologique assortie d’un plan d’exécution de la mission, avec des dates de début et de fin d’intervention pour chaque membre de l’équipe ainsi que le délai indicatif pour toutes les tâches et les livrables (5-10 pages) ;
* Les dossiers juridiques et administratifs de présentation du Cabinet ;
* La présentation de l'équipe chargée de la réalisation de la mission et les CV de ses membres ;

Le plan de déploiement des membres de l’équipe de la mission et leurs contributions aux activités spécifiques.

Revue de la littérature et des données existantes

Le PBF mettra à disposition du Cabinet les documents des récentes études de perception menées dans le cadre des différents projets financés par le PBF particulièrement en Guinée Forestière.

En outre, le Cabinet devra collecter d’autres données secondaires auprès des partenaires en vue de faire la triangulation des informations.

Méthode d’échantillonnage

Dans son offre technique, le Cabinet devra proposer une méthode d’échantillonnage détaillée.

Méthode d’analyse des données qualitatives et quantitatives

Le Cabinet devra détailler dans son offre technique les procédures utilisées pour l’analyse des données qualitatives et quantitatives recueillies sur le terrain.

Confidentialité

Les données recueillies sur les bénéficiaires devront être traitées avec confidentialité.

**9. ROLES ET RESPONSABILITES**

Les données de l’étude seront collectées par le Cabinet qui sera responsable de leur analyse. Les premiers résultats de l’étude seront présentés sous format Powerpoint par le Cabinet à l’ensemble des parties prenantes qui les valideront.

Le Cabinet devra ensuite produire un rapport détaillé de l’étude selon un format conclu avec l’équipe de cadrage de l’enquête initiale de perception, constituée du Secrétariat du PBF, du PNUD et de SEARCH. Le Consultant principal devra participer à toutes les rencontres organisées autour de cette enquête et ne devra en aucun cas se faire représenter par son suppléant. Le Consultant devra lui-même organiser sa logistique sur le terrain, ainsi que son déplacement et celui de son équipe. Pour les réunions de restitution, la salle de réunion du Secrétariat du PBF ou des autres partenaires sera mise à la disposition du Cabinet. Le Secrétariat du PBF et les autres partenaires mettront à disposition du Cabinet les documents clefs du projet et autres documents à leur disposition pouvant faciliter le bon déroulement de l’étude. Le contrat du Consultant sera géré selon les procédures du PNUD. Le point focal de cette enquête est le Secrétariat du PBF en Guinée. Le rapport final et autres produits de l’enquête initiale de perception seront approuvés par le Groupe de référence de l’étude.

**10. QUALIFICATIONS DU CABINET**

Le Cabinet devra disposer des compétences suivantes :

* Disposer d’une expérience d’où moins de 5 ans dans la réalisation des enquêtes de perception des projets du Fonds de Consolidation de la Paix en Guinée et dans la sous-région ;
* Avoir une bonne connaissance des méthodes de recherche qualitatives et quantitatives ;
* Très bonne connaissance de la formulation des indicateurs qualitatifs et quantitatifs ;
* Avoir une bonne connaissance des langues locales de la Guinée forestière serait un atout ;
* Parfaite maîtrise d’au moins un logiciel d’analyse statistique des données.

**11. ANNEXES**